



C\_2016\_165

EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU  
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

SÉANCE DU JEUDI 15 DÉCEMBRE 2016

Direction Générale des Services  
Gestion des Assemblées  
Direction Générale des Services

Nombre de Membres		
Afférents au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	61

Objet de la délibération:  
**Appel à projets Agence de l'eau "gérer les compétences eau et assainissement au bon niveau"**

**PRÉSENTS :**

Olivier AUDIBERT-TROIN, Claude PIANETTI, Jacques LECOINTE, Claude ALEMAGNA, Alain PARLANTI, Bernard CHILINI, Liliane BOYER, Valérie MARCY, Gérald PIERRUGUES, Gilbert GALLIANO, Daniel MARIA, Nicole FANELLI, Richard STRAMBIO, Georges ROUVIER, Christophe CARRIERE, Sophie DUFOUR, Franck AMBROSINO, Jutta AUGUIN, Alain BOUCHER, Gilbert BOUZEREAU, Alain CAYMARIS, Stéphan CERET, Christine CHALOT-FOURNET, Brigitte DUBOIS, Francine FIORINI, Sylvie FRANCIN, Nathalie GONZALES, Malika GUELLATI, Yves LE POULAIN, Françoise LEGRAIEN, Fabrice MAGAUD, André MENET, Jacques MICHEL, Jean-Pierre MOMBAZET, Christine NICCOLETTI, Michèle PELASSY, Thierry PESCE, Christine PREMOSELLI, Francine REGAZZETTI, Thierry RUDNIK, Jean-Daniel SANTONI, Sylvain SENES, Alain VIGIER

**REPRÉSENTÉ(S) :**

Raymond GRAS pouvoir à Daniel MARIA, Hugues MARTIN pouvoir à Gérald PIERRUGUES, Fabien MATRAS pouvoir à Alain PARLANTI, Serge BALDECCHI pouvoir à Nicole FANELLI, Yves BACQUET pouvoir à Georges ROUVIER, Frédéric MARCEL pouvoir à Sylvie FRANCIN, Anne-Marie AMOROSO pouvoir à Jacques LECOINTE, Bernard CHARDES pouvoir à Liliane BOYER, Caroline COLLOMBAT pouvoir à Bernard CHILINI, Anne-Marie COLOMBANI pouvoir à Jean-Daniel SANTONI, Marie-Christine GUIOL pouvoir à Christine CHALOT-FOURNET, Alain HAINAUT pouvoir à Christine PREMOSELLI, Mathilde KOUJIDECOURT pouvoir à Alain VIGIER, Florence LEROUX pouvoir à Richard STRAMBIO, Grégory LOEW pouvoir à Sophie DUFOUR, Sandrine MARY-BOUZEREAU pouvoir à Gilbert BOUZEREAU, Laure REIG pouvoir à Claude ALEMAGNA, Régis ROUX pouvoir à Thierry PESCE

**ABSENT(S) :**

David SONNEVILLE, Valéria VECCHIO

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE :** Monsieur Claude PIANETTI

**RAPPORTEUR :** Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN

Transmis le : 21 DEC. 2016

Au Représentant de l'État,  
conformément aux dispositions  
de la loi du 2 mars 1982

Communauté d'Agglomération  
Dracénoise

Affiché le 21 DEC. 2016

L'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse a lancé un appel à projets pour accompagner les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) dans leurs réflexions visant à anticiper la loi NOTRe (Nouvelle Organisation Territoriale de la République) promulguée le 7 août 2015, qui prévoit en particulier que les EPCI exerceront les compétences eau et assainissement de manière obligatoire au 1er janvier 2020.

Cet appel à projets, doté d'une enveloppe de 10 millions d'euros, s'adresse exclusivement aux EPCI, porteurs ou non des compétences eau et assainissement, ou aux syndicats porteurs de ces compétences. Les projets qui peuvent être financés concernent l'inventaire du patrimoine réseaux humides (AEP : eau potable, EU:eaux usées, EP : eaux pluviales) et toute étude ou démarche permettant d'anticiper l'application de la loi NOTRe. Les projets déposés avant le 30 juin 2017 pourront bénéficier jusqu'à 80% de subvention par ordre d'arrivée. Au delà de cette date et avant la date limite du 29 juin 2018, les subventions seront dégressives.

Dans cette perspective, il est proposé au Conseil d'agglomération de solliciter une subvention de l'Agence de l'eau pour le financement d'une démarche visant :

- d'une part, à améliorer la connaissance des réseaux existants en aidant les communes à les cartographier dans le cadre d'une démarche de mutualisation au sein du Système d'Information Géographique (SIG) communautaire.  
En leur permettant de produire un descriptif détaillé de leur réseau de distribution cette démarche permettra aux communes :
  - de répondre aux obligations réglementaires relatives à la réforme anti endommagement entrée en application depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2012 qui imposent aux exploitants une amélioration progressive de la cartographie de leurs réseaux ;
  - d'éviter le risque de doublement du taux de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau pour l'usage « Alimentation en eau potable » (AEP) entrée en vigueur depuis l'instruction du 16 juin 2015

Grâce à la démarche de mutualisation, ce géoréférencement des réseaux permettra également à la Communauté d'Agglomération Dracénoise d'enrichir son Système d'Information Géographique dans la perspective de l'évolution de ses compétences.

- d'autre part, à engager une étude prospective sur les conséquences de la mise en application de la loi NOTRe sur les compétences communautaires en matière d'eau et d'assainissement.

Complémentaire au premier volet sur la cartographie des réseaux, cette étude prospective consiste à se doter d'une Assistance à Maîtrise d'Ouvrage spécialisée pour accompagner la Communauté d'Agglomération Dracénoise dans sa réflexion sur les conditions d'exercice de sa future compétence le moment venu. Cette étude consistera, en tranche ferme, à réaliser un diagnostic précis de la situation actuelle des réseaux et à poser les enjeux de la future prise de compétence. Elle comportera également deux tranches conditionnelles, d'une part sur l'établissement de différents scénarii possibles pour l'exercice de la compétence au niveau communautaire et d'autre part sur un accompagnement juridique et technique à sa mise œuvre.

Le budget prévisionnel total de ce projet s'élève à 2 738 401 € TTC. Seuls 2 093 579 €TTC (hors relevés éclairage public (ECP) et fond de plan (PCRS) sont éligibles au taux de subvention de 80% sollicité auprès de l'Agence de l'eau, soit un montant de 1 674 863 €.

Les dépenses seront réparties entre la CAD et les communes. Ainsi, le financement communal concerne l'acquisition des données et est réparti sur chacune des communes au prorata des réseaux cartographiés et demandés par chacune d'entre elles, pour un montant de 1 612 139 € TTC.

Le financement communautaire concerne la réalisation de l'étude prospective sur l'évolution de ses compétences ainsi que l'animation du dispositif et l'acquisition des outils logiciels mutualisés avec les communes dans le cadre du SIG communautaire, pour un montant de 481 440 €.

En conséquence et au vu de l'avis favorable de la commission hygiène et salubrité réunie le 28 novembre 2016, il est proposé au Conseil d'agglomération de bien vouloir :

- Approuver la démarche d'amélioration de la connaissance cartographique des réseaux et de mutualisation de la gestion patrimoniale des réseaux ;
- Donner mandat à Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération Dracénoise afin de lancer une étude prospective sur les conséquences de l'application de la loi NOTRe en matière d'eau et d'assainissement au 1er janvier 2020 ;
- Autoriser Monsieur le Président à déposer un dossier de candidature à l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse selon les modalités exposées précédemment et à signer tout document y afférent ;
- Autoriser Monsieur le Président à solliciter une subvention de l'Agence de l'Eau à hauteur de 80% du coût éligible de l'opération.
- Autoriser Monsieur le Président à solliciter toute autre source de financement et à signer tout document y afférent

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré, par 59 voix pour  
2 contre :  
Franck AMBROSINO, Thierry RUDNIK  
décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 15 décembre 2016

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président  
Député du Var